



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 31 – Edition du 11 mai 2023

1

BULGARIE

- La Commissaire européenne Mariya Gabriel nommée candidate de GuERB-UFD au poste de Premier ministre
- Conférence sur le processus d'adhésion de la Bulgarie à la zone euro
- Baisse annuelle de 9 % de la production industrielle
- Signature d'un accord entre la Banque mondiale et le ministère de l'Énergie dans le domaine de la géothermie
- Lancement de la procédure de soutien aux ménages pour des installations de panneaux photovoltaïques
- Electrification du transport urbain de Sofia

LE CHIFFRE A RETENIR :

200

*LA HAUTEUR EN METRES DE LA PLUS
GRANDE TOUR DE GRECE QUI SERA
CONSTRUITE PAR BOUYGUES*

CHYPRE

- Le Ministère des Finances chypriote anticipe une croissance de 2,8% en 2023
- Application temporaire d'un taux de TVA nul sur certains biens de première nécessité
- Hausse de +3,7% (en g.a.) de l'indice des prix à la consommation en avril 2023, après +5,8% en mars
- Le ratio de prêts non-performants est stable sur un mois en janvier 2023, à 9,5%
- Hausse des prix des appartements résidentiels de +12,3% sur un an au T1 2023 selon WiRE
- 184 263 touristes ont visité Chypre en mars, marquant une progression de +43% sur un an

GRECE

- 392 projets d'investissement, de 12,33 Mds€ sont soumis au volet prêt du PNRR grec
- L'Agence de la dette a placé 625 M€ de bons du Trésor à 3 mois à 3,20%
- Augmentation par les banques grecques du taux moyen des crédits
- Signature d'une déclaration d'intention en matière ferroviaire entre la France et la Grèce
- Bouygues va construire la plus haute tour de la Grèce
- Trois candidats pour le projet de l'axe routier nord de Crète BOAK, pour le tronçon Chania-Héraklion
- Hewlett Packard Enterprise a annoncé la création d'un centre d'excellence en intelligence artificielle

ROUMANIE

- Les prix à la production industrielle se stabilisent au mois de mars
- Le commerce international roumain progresse au premier trimestre
- Le gouvernement présente une ordonnance d'urgence afin de limiter les dépenses budgétaires
- Le secteur automobile roumain réalise un premier trimestre dynamique
- Farmec, principal producteur roumain de cosmétiques, investit 40 M EUR dans une nouvelle usine
- Le Centre de compétences européen en matière de cybersécurité est inauguré à Bucarest

Bulgarie

La Commissaire européenne Mariya Gabriel nommée candidate de GuERB-UFD au poste de Premier ministre. Le leader du parti politique GERB, Boïko Borissov, a annoncé le 10 mai à l'Assemblée nationale bulgare que la Commissaire européenne à l'Innovation, la recherche, la culture, l'éducation et la jeunesse, Mariya Gabriel a été nommée candidate au poste de Premier ministre par la coalition GuERB-UFD (premier groupe parlementaire avec 69 sièges sur 240 dans l'AN à l'issue des élections législatives du 2 avril 2023). La proposition de GERB est faite au lendemain de l'annonce par le Président Roumen Radev de la remise du premier mandat en vue de la formation d'un gouvernement le 15 mai prochain. Depuis les élections, les partis représentés à l'AN essayent de former une coalition gouvernementale, sans succès pour le moment. Mme Gabriel aura une semaine pour réussir.

Macroéconomie et finances

Conférence sur le processus d'adhésion de la Bulgarie à la zone euro. Le Vice-ministre intérimaire des Finances Méthodi Métochiev a réaffirmé à l'occasion d'une [conférence](#) sur le rôle de la société civile dans le processus d'adhésion de la Bulgarie à la zone euro, que le gouvernement intérimaire continue de travailler activement à la préparation du pays à l'introduction de la monnaie unique au plus tard le 1er janvier 2025. Il a cité parmi les travaux en cours : une loi spéciale sur l'introduction de l'euro en Bulgarie en cours de préparation, un projet de nouvelle loi sur la Banque nationale de Bulgarie qui remplacerait la loi sur la BNB de 1997 ayant introduit le régime de caisse d'émission ; l'appui aux mesures du plan d'action pour la mise en œuvre des engagements ultérieurs à l'adhésion du lev bulgare au mécanisme de taux de change II. Le Vice-ministre a souligné que les défis restent la réduction de l'inflation et du déficit budgétaire à 3 % du PIB. Pour rappel, le 28 avril, le gouvernement intérimaire a déposé à l'AN un projet de budget 2023 avec un déficit prévu de 6,1 % (accrual basis) et de 6,4 % (base caisse) du PIB. Le ministère des Finances aurait cependant préparé des mesures qui pourraient être examinées par l'AN et contribuer à réduire le déficit à 3 %.

Baisse annuelle de 9 % de la production industrielle en mars 2023. Selon [les données](#) de l'Institut national statistique (INS), l'indice de la production industrielle en mars 2023 a diminué de 9 % par rapport au même mois de l'année précédente. Une baisse annuelle de 39,3 % a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. La production dans l'industrie minière a baissé de 14,3 % en g.a. et dans l'industrie manufacturière de 0,9 % en g.a. L'indice de la production industrielle en mars 2023 a diminué de 1,2 % par rapport à février 2023. Une baisse de 11,8 % par rapport au mois précédent a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. La production dans l'industrie minière a augmenté de 2,8 % en g.m. et dans l'industrie manufacturière de 1,5 % en g.m.

Enjeux sectoriels et thématiques

Signature d'un accord entre la Banque mondiale et le ministère de l'Energie dans le domaine de la géothermie. Un accord a été signé [le 4 mai](#) entre la Banque mondiale et le ministère bulgare de l'Energie relatif à l'assistance que la Banque fournira à la Bulgarie sur les 24 prochains mois en termes d'analyses et de conseils concernant le développement du potentiel géothermique et son utilisation pour le chauffage, le refroidissement et la production potentielle d'électricité. Le pays est riche en sites

géothermiques, avec près de 840 sources d'eau de températures allant jusqu'à 103°C et avec 136 sources d'eaux minérales ayant des températures entre 20°C et 101,4°C et différentes caractéristiques. Toutefois il manque des données complètes pour évaluer le potentiel géothermique du pays. Les analyses et les recommandations de la Banque mondiale, financées au titre du PNRR, seront utilisées pour la création de laboratoires et de centres géothermiques dans plusieurs universités bulgares. D'après le ministre bulgare de l'Énergie, Rossen Hristov, l'utilisation de l'énergie géothermique contribuera à la création d'emplois et à la transition progressive vers une énergie verte.

Lancement de la procédure de soutien aux ménages pour des installations de panneaux photovoltaïques. Le ministère de l'Énergie a annoncé [le 9 mai](#) l'ouverture de la procédure « Mécanisme national de soutien aux ménages dans le domaine des énergies renouvelables » visant à aider des projets d'installations photovoltaïques par les ménages. L'investissement total est estimé à 240 M BGN dont 140 M BGN provenant de la facilité pour la relance et résilience et 100 M BGN du co-financement. Il prévoit des subventions pour la fourniture et le montage de panneaux solaires pour l'approvisionnement en eau chaude, ainsi que pour des systèmes photovoltaïques d'une capacité allant jusqu'à 10 kWc, qui peuvent inclure également des systèmes de stockage de l'électricité produite.

Electrification du transport urbain de Sofia. La maire de Sofia, Yordanka Fandakova a participé les 4 et 5 mai au 12ème dialogue direct entre les maires des capitales de l'UE et la Commission européenne. Elle y a [présenté](#) le programme d'investissements dans la modernisation du transport urbain de la capitale bulgare comprenant l'élargissement du métro de Sofia (80 % du réseau de métro ont été construits en 14 ans et il est constitué de 3 lignes transportant 450 000 passagers par jour) et le remplacement des bus diesel par des bus électriques. Selon la maire de Sofia 70 % du transport de la capitale sera électrifié d'ici la fin 2023.

Chypre

Macroéconomie et finances

Dans son Programme de stabilité 2023-2026, le Ministère des Finances chypriote anticipe une croissance de 2,8% en 2023. L'économie chypriote ralentirait donc après un rebond post-covid marqué lors des deux précédents exercices (+6,6% en 2021 et +5,6% en 2022). La remontée des taux d'intérêts affectera notamment à la baisse la consommation privée et l'investissement, en particulier dans le domaine de la construction et de l'immobilier. La croissance devrait toutefois rebondir à +3% en 2024, +3,1% en 2025 et +3,2% en 2026, portée par les décaissements prévus dans le cadre du PNRR et s'approchant du potentiel de croissance, estimé autour de 3,3% par l'administration chypriote. La prévision de croissance du Ministère s'inscrit par ailleurs légèrement au-dessus des anticipations du FMI (+2,5% en 2023), et de la Banque Centrale de Chypre (+2,6%), tandis que celles de la Commission Européenne (+1,6%) demeureraient en février plus conservatrices. Après avoir atteint un sommet à +8,1% en 2022, l'inflation IPCH devrait retomber à 3,2% en 2023, puis décélérer progressivement autour de 2% les années suivantes. Le chômage devrait enfin poursuivre sa trajectoire favorable, passant de 6,8% en 2022 à 6,5% en 2023 pour atteindre par la suite 5% en 2026.

D'un point de vue fiscal, Chypre mise sur une poursuite de sa politique de consolidation des finances publiques. Le gouvernement table sur les mêmes ingrédients (dynamique de l'activité et retrait progressif des mesures de soutien à l'économie) ayant permis le retour des comptes publics dans le

vert en 2022 avec un solde primaire de +3,6% du PIB. En outre, la montée en puissance à compter de 2024 du taux de cotisation maladie dans le cadre de la refonte du système de Sécurité Sociale, assurera également un surplus de recettes à moyen terme. De nouveaux excédents primaires sont ainsi attendus (+3,2% du PIB en 2023, et +3,7% les années suivantes), et permettront de consolider la trajectoire de désendettement du pays. La dette publique devrait ainsi se réduire à 81,1% du PIB en 2023, contre 86,5% en 2022 et 111,2% en 2021, puis décroître progressivement pour flirter avec le seuil de 60% du PIB en 2026. Parmi les principaux aléas baissiers identifiés, notons les répercussions latentes du conflit en Ukraine, le maintien d'un niveau d'inflation élevé ou la capacité du pays à mettre en œuvre les investissements du plan de relance nécessaires dans le cadre de sa transition énergétique et digitale.

Application temporaire d'un taux de TVA nul sur certains biens de première nécessité. Le [Ministère des Finances](#) a annoncé l'approbation par le Conseil des Ministres d'un décret modifiant la législation sur la TVA afin d'imposer temporairement un taux nul sur les produits suivants : pain, lait, œufs, nourriture et aliments pour bébés, produits de protection hygiénique féminine et couches pour adultes. Le taux de TVA sera maintenu à 0% jusqu'au 31 octobre 2023. Le coût budgétaire de cette mesure est estimé par le Ministère à près de 11 M€. [La presse](#) évoque en outre la préparation par les services du Ministère d'un second décret pour abaisser le taux de TVA sur certains autres produits alimentaires et de première nécessité. Les taux pourront varier selon les produits concernés, passant de 19% actuellement, à 12%, 10%, 5% ou 3%. La législation actuelle devra également être modifiée en amont par une loi autorisant la diminution du taux de TVA sur les produits non-essentiels. Pour rappel, la réduction de la TVA sur les articles pour enfants faisait partie des engagements préélectorales du président Christodoulides. Parmi ses engagements figuraient également l'abaissement de la TVA sur l'installation de systèmes photovoltaïques ainsi que l'augmentation du seuil de revenu annuel exonéré d'impôt, de 19 500 à 24 500 €.

Hausse de +3,7% (en g.a.) de [l'indice des prix à la consommation](#) en avril 2023, après +5,8% en mars. Il s'agit du 9e mois consécutif de ralentissement de la progression des prix, après le pic atteint à 10,9% en juillet. Sur un an, les principales composantes de l'inflation émanent essentiellement du poste énergétique (+8,8% pour l'électricité), du secteur alimentaire (+6,7%) et de l'hôtellerie-restauration (+6,3%). Le ralentissement du rythme d'inflation s'expliquerait principalement par un effet de base, lié à la forte inflation enregistrée à partir du printemps 2022 et suivant le début du conflit ukrainien. En rythme mensuel, l'indice des prix progresse de +0,8%.

Le [ratio de prêts non-performants](#) est stable sur un mois en janvier 2023, à 9,5%. Au total, ces NPLs représentent 2,32 Md€ dans le bilan des banques chypriotes, contre plus de 24 Md€ au plus fort de la crise en 2014 et 3 Md€ fin 2021. Le crédit aux ménages présente un ratio de créances douteuses plus élevé (12,1%) que celui des entreprises non financières (8,1%). Le taux de provision de ces créances douteuses est en légère baisse, à 47,2%.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'indice des prix immobiliers publié par WiRE fait état d'une hausse des prix des appartements résidentiels de +12,3% sur un an au T1 2023. [Selon le dernier rapport de la fintech chypriote](#), spécialisée dans l'analyse des données du marché immobilier, la hausse serait moindre pour le prix des maisons (+3,1%). Les loyers ont également connu une forte augmentation, respectivement à hauteur de 19% pour les appartements et de 12,2% pour les maisons. Sur l'ensemble du premier trimestre, le volume des transactions enregistrées est en outre en forte hausse, à +23% pour atteindre 13 974 transactions.

Cette dynamique est portée par l'arrivée sur le marché de nombreux ressortissants étrangers, principalement de réfugiés en provenance d'Ukraine (environ 17 000) mais aussi d'employés qualifiés arrivant sur l'île dans le sillage de la relocalisation de leur entreprise. En 2022, plus de 1 000 entreprises auraient ainsi choisi de relocaliser leur activité sur l'île, attirées par les nouvelles incitations fiscales mises en œuvre par le gouvernement chypriote. Au total, ces relocalisations ont concerné près de 9 000 employés, soit environ 25 000 personnes concernées une fois les familles de ces derniers incluses. Cette population devrait en outre continuer de tirer le marché immobilier à la hausse à court terme.

Au cours du mois de mars, 184 263 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +43% sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (33,8% des entrées), Israël (12,4%), la Grèce (8,2%) et la Pologne (7,6%). Sur les 3 premiers mois de l'année, les arrivées touristiques sont en outre en hausse de 61% par rapport au T1 2022. **CYSTAT indique également que les recettes liées au tourisme ont atteint 56,6 M€ en février 2023, en hausse de +42,9% sur un an.** La dépense moyenne par voyageur atteint 475€, en baisse de 13,6% sur un an, pour une durée de séjour de 7,1 jours en moyenne (contre 11,3 jours en janvier 2022). Enfin, sur les deux premiers mois de l'année, les recettes touristiques ont progressé de 50,7% pour atteindre 102,2 M€.

Grèce

Macroéconomie et finances

PNRR – Volet prêts : 392 projets d'investissement ont à présent été soumis au volet prêt du Plan national de relance et de résilience, d'un budget total de 12,33 Md€. Sur ce montant, 5,1 Md€ sont des prêts du fonds grec de relance, 4,11 Md€ les fonds fournis par les banques partenaires et 3,12 Md€ la contribution propre des investisseurs. Sur les 392 propositions d'investissement soumises, 236 concernent des TPE/PME, avec un budget de 2,75 Md€. Les prêts du PNRR sont accordés à des conditions favorables (taux d'intérêt débiteur fixé à 0,35 % pour les TPE et à 1 % pour les moyennes et grandes entreprises). Les projets d'investissement présentés concernent différents secteurs de l'économie. Il s'agit notamment du secteur primaire, de l'industrie, du commerce de détail, de la production d'électricité - investissements dans les énergies renouvelables, des télécommunications, du tourisme et des services. ([Ministère grec des Finances](#): données jusqu'au 30.4.2023).

L'Agence de la dette grecque a placé le 3 mai dernier 625 M€ de bons du Trésor à 3 mois à 3,20%, un taux en légère hausse par rapport à celui obtenu lors de la précédente édition similaire le mois précédent (3,02%). Le montant total des offres soumises s'est élevé à 1,279 Md€.

Les banques grecques continuent d'appliquer des taux élevés pour les crédits, tout en maintenant les taux de dépôt à un niveau bas. Cette pratique a entraîné une nouvelle augmentation de l'écart de taux d'intérêt (la différence entre le taux de prêt et le taux de rémunération des dépôts des banques) qui, selon les données de la [Banque de Grèce](#), a atteint en mars dernier 5,43 %, contre 5,21 % au début de l'année. Plus particulièrement, le taux d'intérêt moyen pondéré de tous les nouveaux dépôts est resté pratiquement inchangé, à 0,23% en mars, après 0,21% en février. En revanche, le taux moyen des nouveaux crédits aux ménages et aux entreprises a augmenté de 16 points de base, à 5,73 %, contre 5,57% en février, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis avril 2014.

Enjeux sectoriels et thématiques

Signature, le 8 mai à Athènes, d'une déclaration d'intention entre les ministres délégués aux Transports français et grec, MM. Clément Beaune et Giorgos Gerapetritis, visant le transfert de savoir-faire français en matière ferroviaire, pour améliorer les chemins de fer grecs après l'accident meurtrier du 28 février, *«Cet accord politique entre la France et la Grèce est une vraie coopération technique, technologique et opérationnelle qui s'inscrit dans le cadre d'une série de coopérations bilatérales»*, selon les déclarations à la presse du Ministre Beaune. Les détails de la coopération seront précisés dans un accord ultérieur entre les organismes compétents, soit la SNCF et l'Organisme des chemins de fer helléniques (OSE), selon M. Gerapetritis. ([Ministère grec des Infrastructures et des Transports](#))

Bouygues va construire la plus haute tour de la Grèce : le groupe Bouygues Bâtiment International, avec son partenaire grec Intrakat, a été sélectionné par [Lamda Development](#) pour la réalisation de la Riviera Tower, une tour qui culminera à 200 mètres de haut dans le cadre du Projet emblématique Ellinikon.

Marchés publics : trois candidats ont remis des offres pour le projet de l'axe routier nord de Crète BOAK, pour le tronçon Chania-Héraklion, selon des annonces du Ministère grec des Infrastructures et des Transports. Il s'agit de :

1. GEK-TERNA
2. MYTLINEOS-AKTOR CONCESSIONS SA
3. AVAX-EGIS Projects-MERIDIAM

Le tronçon s'étend sur une longueur de 157 km et le budget associé est de 1,75 Md €. Le projet sera financé par des fonds publics (dont 600M€ du CRSN 2021-2027 et 200M€ du Plan de relance et de résilience) et privés.

[Hewlett Packard Enterprise \(HPE\)](#) a annoncé la future création d'un centre d'excellence en intelligence artificielle (IA) en Grèce. Le centre aura pour objectif le soutien aux sociétés clientes à travers le monde dans leur intégration de l'IA à leurs opérations. Les ingénieurs et développeurs du centre aideront ainsi les secteurs des services financiers, de la recherche médicale, des soins de santé, de la fabrication, des télécommunications et du transport autonome à appliquer l'intelligence artificielle (IA), les données et l'analyse avancée au sein de leur activité. L'accent sera également mis sur le développement de talents dans les domaines du *machine learning* et l'analytique. HPE indique enfin avoir récemment ouvert plus de 30 nouveaux postes pour des ingénieurs logiciels et des développeurs afin de soutenir ce nouveau centre.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Les prix à la production industrielle se stabilisent au mois de mars. L'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) est [resté stable en Mars](#) (+0,0 % en g.m.) après avoir légèrement reculé au cours du mois précédent (-0,3 %). Cette dynamique permet de limiter l'augmentation annuelle de l'IPPI à +13,6 %, soit la plus lente progression depuis septembre 2021. Alors que les prix à la production étaient tirés, depuis le début des tensions inflationnistes, par la hausse des prix sur le marché domestique, cette tendance s'est inversée en mars. L'IPPI sur le marché non-domestique a ainsi progressé de +1,2 %, alors

que celui sur le marché domestique a reculé (-0,5 %). L'industrie roumaine profite notamment de la baisse des prix de l'énergie.

Le commerce international roumain progresse au premier trimestre. Le commerce extérieur roumain s'est révélé [dynamique au premier trimestre](#), avec des exportations en hausse de +8,1 %, à 23,8 Md€ et des importations progressant de +4,7 %, à 30,6 Md€, par rapport au T1 2022. L'activité est portée par les échanges intra-européens, qui représentent 73,7 % du commerce international roumain. La plus faible hausse des imports par rapport aux exports observée sur la période permet à la Roumanie de réduire son déficit commercial de -5,6 %, en g.a., à -6,8 Md€. Le pays a notamment profité d'une forte hausse des ventes à l'étranger de produits manufacturés et de matériel de transport, composants clés de son industrie, alors que ses importations d'énergie ont diminué (-19,1 %).

Le gouvernement présente une ordonnance d'urgence afin de limiter les dépenses budgétaires. Le gouvernement a présenté une ordonnance d'urgence visant à [réduire les dépenses publiques de 1,1 Md€ en 2023](#). Ainsi, les dépenses d'équipements des administrations publiques seront réduites de 10 % et les recrutements dans le secteur public sont gelés, alors que la Roumanie compte le plus grand nombre de fonctionnaires par habitants de l'UE. Par ailleurs, des objectifs budgétaires mensuels seront déterminés pour chaque administration. Cette décision fait suite à un déficit public plus important que prévu au premier trimestre, notamment en raison d'une collecte de l'impôt en deçà des attentes. De plus, le gouvernement anticipe une réduction des fonds européens perçus en 2023, en raison des retards accumulés dans l'atteinte des jalons du PNRR, qui conditionne les paiements par la Commission.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le secteur automobile roumain réalise un premier trimestre dynamique. Les ventes de véhicules particuliers neufs ont progressé de [27,6 %](#) au premier trimestre, par rapport au T1 2022, avec 36 966 immatriculations. Le marché a été porté par la forte hausse des ventes de Dacia dans le pays (+83,4 %). La marque renforce ainsi sa part de marché, en réalisant 36,7 % des ventes. Renault, en deuxième position, acquiert une part de marché de 8,6 %. Dans le même temps, les ventes de véhicules d'occasion, dynamiques depuis le début de la crise sanitaire, ont diminué de -10,0 %, avec 28 040 ventes. En parallèle, l'industrie automobile a profité de la hausse de la demande, ainsi que de la baisse des tensions sur les approvisionnements pour accroître sa production. Au T1, 142 756 véhicules ont été assemblés par l'usine Dacia de Mioveni et le site Ford de Craiova, soit une hausse de 4,7 %.

Farmec, principal producteur roumain de cosmétiques, investit 40 M€ dans une nouvelle usine. Le groupe Farmec va transférer ses activités de production de son usine historique de Cluj-Napoca vers un nouveau site, situé en bordure de la ville. Cette opération représente un investissement de [40 M€](#) et doit permettre de doubler les capacités de production de l'entreprise. Farmec entend également renforcer ses activités de R&D et créer 100 nouveaux emplois. Le groupe ambitionne de devenir un acteur régional et souhaite, à terme, générer 20 % de son chiffre d'affaires à l'export, contre 5 % actuellement. Le site doit être pleinement opérationnel à l'horizon 2027.

Le Centre de compétences européen en matière de cybersécurité est inauguré à Bucarest. La Roumanie accueille le siège d'une nouvelle instance européenne, le Centre européen de compétences en cybersécurité (*European Cybersecurity Competence Centre - ECCC*), [inauguré à Bucarest le 9 mai](#) à l'occasion de la journée de l'Europe. Située sur le campus de l'université Polytechnique de la ville, cette

agence devra notamment piloter la gestion des fonds européens dédiés à la cybersécurité. L'ECCC sera également chargé de la coordination entre les différentes structures nationales des Etats-membres. Enfin, le centre a une mission d'animation de l'écosystème sectoriel, visant à accroître les compétences des acteurs européens dans ce domaine, notamment en portant des projets associant les différentes parties prenantes (institutions européennes et nationales, entreprises...).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr